

DÉGAGER LA VOIE DE LA RÉSILIENCE EUROPÉENNE A L'HORIZON 2019

Comment sortir de l'impasse dans laquelle nous nous enfermons en opposant : démocratisation de l'UE à repli national, démocratisation de l'euro à la marge vs sortie de l'euro " cataclysmique" ?

En dégageant une voie certes bien étroite à la résilience européenne, en nous déclarant favorables à une renégociation démocratique des Traités qui depuis Maastricht ont exacerbé la concurrence « libre et non faussée » entre les peuples, afin de peser concrètement sur la refondation démocratique d'un modèle européen socialement et écologiquement compatible.

1-A lui seul, plus de fonctionnement démocratique des institutions communautaires ne contribuera pas à la résilience européenne

Dans notre programme européen de 2014, après avoir fait le constat du "*ras le bol anti européen*" consécutif "*aux politiques d'austérité ayant laissé les plus faibles et des millions de personnes sur le carreau*", nous écrivions "*que ce n'est pas l'Europe qui est responsable mais ceux et celles qui ont pensé et imposé ces politiques injustes*".

A l'heure où les uns plaident pour le retour à l'Etat nation, les autres au renforcement de la destruction des dernières barrières environnementales et sociales freinant le développement des forces productives, cette critique fondée sur une utopie niant de fait les rapports de force objectifs entre le capital et le travail qui ont conduit le modèle européen à se conformer progressivement aux stratégies de l'offre, de la marchandisation progressive de l'ensemble des activités humaines, n'est plus tenable.

La construction européenne étant surdéterminé depuis son origine par l'ordo-libéralisme, plus de démocratie , c'est à dire notre réponse idéaliste, ne corrigera que marginalement l'injustice dénoncée, dès lors que comme le considère le programme de la Commission relatif à la gouvernance démocratique de l'Eurozone, elle doit se limiter à "*exploiter au mieux les traités existants...en renforçant la responsabilité démocratique, la légitimité et le renforcement des institutions de l'Union économique, financière et bancaire*".

Constatons donc que la "stratégie de renforcement démocratique" au service de l'extension de ce modèle comme en témoigne, l'adoption forcée du Traité constitutionnel en France, le renversement des cabinets portugais et italien par des technocrates, le détournement du référendum grec, débouche non plus sur une avancée de la démocratie, mais bien sur un recul très significatif .http://ec.europa.eu/priorities/sites/beta-political/files/5-presidents-report_fr.pdf

Violée par des Traités instituant un ordre destructeur des ressources humaines et naturelles en les soumettant à une concurrence généralisée sacrifiant la solidarité et les écosystèmes, il nous faut admettre que si notre Europe et ses peuples résistent encore, plus ou moins de "consentement" démocratique encadré par un ordo libéralisme inchangé risque tout simplement d'approfondir le traumatisme. En bout de course , après avoir creusé les divisions, à accélérer la décomposition de l'Union.

Abandonner cette regrettable propension à vouloir faire le bonheur des peuples contre leur volonté en cessant de répéter de concert le mantra du "*ce n'est pas l'Europe qui est responsable de la destruction de son modèle social*", c'est entreprendre notre auto critique en commençant par réévaluer notre rapport politique aux mouvements nostalgiques, mais aussi aux Verts européens.

Qu'il s'agisse des nationalistes, comme ceux du FN qui entre eux ne sont d'accord sur rien, ou des passéistes à la JLM nostalgiques d'un ordre social révolu, nous avons tendance à considérer trop rapidement qu'au fond, tous partageraient la même et vieille lubie: celle du retour à l'Etat nation, oubliant au passage que les mouvements écologistes quant à eux sont bien plus divisés qu'ils ne le laissent paraître.

Disposant certes de solides valeurs communes, d'une conception pragmatique d'une communauté fondée sur l'Etat de droit et une coopération démocratique renforcée , il n'en demeure pas moins qu'entre les héritiers d'un ordre monétaire privilégiant la lutte contre l'inflation, les Grunen, et les Verts, héritiers d'un modèle privilégiant la lutte contre le chômage et la préservation d'un modèle social très solidaire, les divergences de diagnostic sur la profondeur de la blessure initiale s'approfondissent silencieusement.

Il n'est donc pas étonnant que cet écart se manifeste dans la stratégie de résilience à mettre en oeuvre pour renouer avec notre projet européen originel. L'ignorer à l'occasion de ce Congrès, en nous réfugiant derrière une unité de façade fondée sur la seule exigence démocratique, reviendrait à repousser une fois encore le débat de fond sur la contribution écologiste à la résilience européenne.

2-Le congrès doit nous donner l'occasion de participer à une mobilisation populaire européenne pour amorcer le renversement démocratique des Traités mortifères:

Suite au ralentissement observé à la fin des années 1960, les partisans du modèle ordo libéral, ont considéré que l'extension de la marchandisation, condition du retour à la croissance, ne pouvait être atteint qu'en réduisant la sphère des biens collectifs -publics et communs- financés par les politiques budgétaires.

Pour y parvenir il convenait de retirer aux Etats les leviers de leur politique monétaire en les contraignant à emprunter sur les marchés financiers .Les biens publics et communs ne pouvant plus être financés par création monétaire, les déficits budgétaires étant dorénavant encadrés, le marché financier et non plus le seul marché de l'économie réelle devenait l' arbitre de l'intérêt général.

Si le Traité de Maastricht instituant l'union monétaire, les critères de convergence budgétaire normatifs devait donc permettre de mettre fin à ce que le marché considérait comme une concurrence déloyale majeure - le détournement de l'investissement privé vers l'investissement public- pour faire en sorte que dorénavant ce soit les marchés financiers qui informent les investisseurs et non plus l'inverse, encore fallait il le compléter par la suppression du dernier obstacle pesant sur la plus value en s'assurant de la mise en concurrence du salariat européen.

Manquait l'occasion L'opportunité fut saisie lors du choc créé par la crise spéculative et bancaire de 2008. D'abord à travers différents mécanismes qui sous prétexte de préserver le système bancaire (TSCG, FESF, MES, etc..) sacralisèrent la rente privée. Ensuite, en s'assurant qu'à l'occasion d'ajustements structurels, la dégradation des conditions et du prix du travail puisse compenser celle de la base matérielle (liée à la hausse des matières premières atteignant leurs limites d'exploitation) qui risquait de réduire la valeur du capital.

Si à très court terme les gains spéculatifs pris sur les marchés obligataires et de matières premières procurent une pause au salariat européen, à terme c'est bien la sur- exploitation du seul facteur de production quasi inépuisable, le travail qui demeure le premier objectif (loi El Khomri, nouvelles menaces retraites grecques).

Dans ce système fermé où les seules stratégies de coopération entre partenaires (PE, Commission et Conseil) se limiteraient à « assouplir » la doxa ordo libérale, pour des écologistes, défenseurs des biens publics, partisans de l'élargissement des biens communs structurant le vivre ensemble européen, bousculer des Traités les abandonnant à l'arbitrage du seul marché financier, est la dernière alternative à opposer aux idéalistes et aux fanatiques du repli sur soi (cf le dernier arbitrage du trilogue confiant « à la seule logique du marché » l'orientation du FEIS)

3- Comment et avec qui bousculer les Traités , pour:

A court terme: dé-construire le mantra européen en lui substituant notre adhésion à un constat progressivement partagé: l'ordo libéralisme comme matrice d'un modèle politique soumis à des Traités dictés par le capitalisme financier, est incompatible avec nos valeurs de paix, de démocratie et de solidarité écologiste.

A moyen terme : préparer la convocation d'une constituante européenne dans la perspective des élections de 2019 , en élaborant collectivement un projet crédible permettant de retirer progressivement des mains du seul marché l'arbitrage du financement des biens publics et communs .

Comment :

Si les positions d'un collectif comme Diem 25 suggérant une première phase de consultation et de sensibilisation des peuples européens reposant notamment sur une demande immédiate de levée de l'opacité entourant le fonctionnement des institutions communautaires, puis à terme sur la convocation d'une assemblée constituante refondant les Traités , répondent bien à l'objectif de dé-construction, c'est-à-dire de révélation populaire de l'édifice ordo libéral (cf TAFTA), il faut bien reconnaître que la stratégie dessinée pour atteindre l'objectif à moyen terme; celui de la convocation d'une Constituante demeure vague. <http://diem25.org/home-fr/>

Récemment les Verts européens de leur côté ont défini une stratégie de préparation du programme 2019, qui sans abandonner le regrettable mantra et sans intention explicite de bousculer sérieusement les traités , propose une démarche novatrice d'exposition participative des ravages de l'ordo libéralisme mais aussi de construction d'une alternative commune s'appuyant sur des mobilisations aux objectifs sociaux et écologistes bien délimités.

Naturellement d'autres approches sont disponibles, mais à court terme considérant que les stratégies de sensibilisation et de mobilisation populaire européenne de Diem 25 et des GEP 2019 sont complémentaires, notre Congrès pourrait acter notre adhésion à cette démarche commune visant à exposer publiquement lors d'une **Conférence de bilan**, l'évaluation de l'impact et des conséquences négatives des traités signés depuis 1992, tout en commençant à dégager des pistes positives pour :

- protéger et étendre les droits du salariat européen,
- financer les biens publics et communs pour accélérer la lutte contre le réchauffement climatique,
- réduire massivement le poids des dettes publiques en les restructurant sur le long terme,
- réduire l'extension de la marchandisation universelle des activités humaines et des ressources naturelles, etc

Avec qui :

Autant le populisme de droite est un poison mortel, autant nous devons prendre en compte que si nombre de nostalgiques d'un ordre social révolu, européens sincères, manifestent une colère contre productive c'est surtout à défaut d'autre perspective, notamment écologiste. Conservons donc l'espoir de tendre la main à ceux et celles qui après avoir cédé aux sirènes de JLM, risquent de se retrouver bien dépourvus en Juin 2017.

Au-delà, c'est avec l'ensemble de nos concitoyens, des mouvements sociaux, des multiples groupes de réflexion et d'action, que notre Congrès pourrait acter dans la foulée de la Conférence de bilan la constitution d'une **plateforme citoyenne** articulant des mobilisations communes à une réflexion participative autour d'un projet de résilience européenne **préparant la convocation d'une Constituante** à l'horizon 2019. :

Bien entendu il reviendra au CF, aux Commissions concernées et à l'ensemble des militants de définir les contours et les modalités de mise en œuvre, tant de la Conférence de bilan que de la Plateforme citoyenne constituante.

Premiers signataires : Françoise Alamartine, Francine Bavay, Gilles Benard, Florence Pelissier-Combescure, Jacques Boutault, Alain Coulombel, Christelle de Crémiers, Edouard Gaudot, Benjamin Joyeux, Pierre-Yves Jourdain, Jocelyne Le Boulicaut, Maryse Oudjaoud, Marie Toussaint, Claude Vilain